



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE

Paris le 24 SEP. 2010

Direction générale  
pour l'enseignement  
supérieur et l'insertion  
professionnelle

Service  
de la stratégie de  
l'enseignement supérieur  
et de l'insertion  
professionnelle

Mission des écoles  
supérieures et de  
l'enseignement supérieur  
privé

La ministre de l'enseignement supérieur et de  
la recherche

à

Mesdames et Messieurs les présidents et  
directeurs des établissements d'enseignement  
supérieur habilités à délivrer le diplôme  
d'ingénieur

S/C de Mesdames et Messieurs les recteurs  
d'académie, chanceliers des universités

n° 10 20 56

affaire suivie par :  
Jean-Christophe Paul  
Téléphone  
01 55 55 64 34  
Fax  
01 55 55 69 78  
Mél.  
jean-christophe.paul  
@education.gouv.fr

1 rue Descartes  
75231 Paris cedex 05

**Objet : Mise en œuvre du master dans les établissements habilités à délivrer le  
titre d'ingénieur diplômé - procédure 2010-2011.**

Cette note a pour objet de vous préciser la procédure de la mise en œuvre du diplôme  
cité en objet.

**I) Principes généraux**

L'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master énonce que celui-ci  
peut être délivré par les établissements d'enseignement supérieur relevant de la  
tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou de ministres autres que ce  
dernier et habilités par l'Etat à délivrer des diplômes conférant le grade de master.

Les écoles d'ingénieurs peuvent ainsi, en complément de leurs formations  
traditionnelles conduisant à la délivrance du diplôme d'ingénieur, créer de nouveaux  
cursus valorisant leurs compétences au niveau master.

Dans ce cadre, l'objectif principal du master vise à attirer des étudiants étrangers dans  
l'environnement pédagogique, scientifique, social et culturel de la France, afin que  
ceux-ci aient ensuite la possibilité de valoriser le diplôme obtenu dans leur pays.

Les principes de la procédure pour la campagne 2010-2011 sont les suivants :

L'objectif central des masters des écoles d'ingénieurs demeure le développement de  
l'attractivité internationale des établissements. Ces diplômes doivent donc être conçus  
spécifiquement pour accueillir les étudiants étrangers, intéressés par un haut niveau  
de compétences professionnelles. Ces formations peuvent également être destinées,  
dans une optique de formation continue, à des ingénieurs français désirant orienter  
leur carrière vers l'international... /...

Il convient de maintenir le principe d'une durée de 18 mois minimum (3 semestres) de séjour en France de l'étudiant étranger pour que la formation puisse recevoir un avis favorable, tout en réservant la possibilité d'examiner des dossiers particuliers dans des cas solidement justifiés. Dans tous les cas, y compris pour les stages ou projets industriels en France ou à l'étranger, la formation doit se dérouler sous le contrôle du ou des établissements demandant l'habilitation. L'objectif recherché est, tout en prenant en compte les cursus précédents de chaque étudiant, de valider un diplôme sanctionnant 5 années d'études post-baccalauréat. A ce titre, le niveau de formation requis à l'entrée devra être précisé (ex : niveau du bachelor).

Enfin, il est recommandé aux écoles de renforcer le volet connaissance de la langue et de la culture françaises dans leur formation, a fortiori lorsqu'une partie importante de l'enseignement est dispensée en langue étrangère. Un certain niveau de pratique de la langue française pourra être exigé des candidats par les établissements et il serait souhaitable qu'à l'issue de la formation une certification de pratique de la langue française puisse être délivrée aux étudiants.

Le principe d'un appel à projets annuel est maintenu, de façon à garantir la réactivité du dispositif. La prochaine campagne d'habilitation concernera donc les nouveaux projets des établissements pour la rentrée 2011, ainsi que le renouvellement des habilitations prenant fin à la rentrée 2011.

L'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) sera chargée de l'évaluation ex post des formations existantes et la DGESIP de l'analyse des projets de création des nouveaux masters.

## **II) Cahier des charges**

Le dossier de demande de création ou de renouvellement ne devra pas excéder **30 pages** ne représentant pas plus de **4 méga-octets** sous forme électronique.

### **A - demande de création d'un master**

Celle-ci repose sur un dispositif qui doit permettre de vérifier les points suivants :

- cohérence scientifique et pédagogique de l'offre de master avec le domaine de compétences de l'école,
- cohérence de la demande au vu de l'offre de formation existante de l'école (ingénieur, autres masters) et de la complémentarité avec les établissements du site,
- conformité de la maquette de formation au référentiel LMD,
- qualité et professionnalisation du programme d'enseignement,
- compétence de l'équipe de formation et de l'adossement recherche,
- solidité des partenariats industriels et des relations internationales,
- qualité des mesures mises en œuvre pour la prospection et l'accueil des étudiants étrangers.
- moyens (humains et matériels) spécifiquement mis en œuvre pour assurer la formation

L'école doit donc répondre à un cahier des charges comportant les éléments suivants :

1. Présentation de la politique de l'établissement et des autres diplômes habilités.
2. Compétences acquises à l'issue de la formation.
3. Débouchés visés par la formation.
4. Curriculum simplifié sous forme de tableau (modules et enseignants).
5. Adossement à la recherche.
6. Recrutement (objectif, niveau, procédure, promotion et prospection).
7. Accueil (aide aux démarches, logement, intégration).
8. Partenariats internationaux.
9. Partenariats industriels.
10. Bilan économique prévisionnel (flux et recettes attendus, coûts marginaux prévus).

### ***B - La demande de renouvellement d'un master.***

L'école fournit un dossier sur la base du cahier des charges (A) complété par un bilan détaillé des résultats de la formation suivie par les premières promotions. Les indicateurs sont les suivants :

- attractivité du diplôme : nombre de candidats étrangers, nombre d'inscrits, nombre de diplômés ;
- devenir des diplômés : étude chiffrée présentant pour chaque élève le devenir professionnel, le secteur d'activité et le statut d'embauche.

Par ailleurs, les établissements présenteront les dispositions mises en œuvre pour assurer la qualité de l'accueil et de l'intégration en France des étudiants étrangers durant leur séjour.

### **III) Calendrier**

Les demandes d'habilitation devront être adressées exclusivement sous forme électronique à l'adresse suivante : [jean-christophe.paul@education.gouv.fr](mailto:jean-christophe.paul@education.gouv.fr) d'ici le **10 novembre 2010**, délai de rigueur. Il est demandé de transmettre le dossier et les annexes éventuelles en un seul fichier accompagné d'un courrier scanné du directeur ou président de l'établissement.

Les établissements ne relevant pas du ministère chargé de l'enseignement supérieur devront adresser simultanément un exemplaire papier et sous format électronique à leur ministère de tutelle, dont la liste des services et des correspondants est jointe en annexe.

Après évaluation des dossiers, les décisions d'habilitation seront prises à l'issue d'une concertation avec les ministères de tutelle. Les établissements seront informés des résultats de leurs demandes au début du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2011.

Pour la Ministre et par délégation  
Le Directeur général pour l'enseignement supérieur  
et l'insertion professionnelle

Patrick HETZEL

**Ministères de tutelle des écoles d'ingénieurs  
(hors ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche)**

Ministère	Ministère de la défense		Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi			Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche	Ministère de l'énergie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
	Direction des ressources humaines du ministère de la défense (DRH-MD)	Délégation générale pour l'armement (DGA)  Direction des ressources humaines  Sous-direction de la fonction militaire	Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET)	Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS)	Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS)		
<b>Structure</b>							
<b>Resp. Fonction</b>	Gabriel PERRONE Chargé d'études	Jean-Pierre BESSIS Chef du bureau de la tutelle des écoles d'ingénieurs	Christophe DIGNE Chef de la mission de tutelle des écoles	Jean-François SERRE Chef du bureau Offre de formation	Vincent THERY Chef du bureau réseaux et sécurité	Françoise d'EPENOUX Chef du bureau des formations de l'enseignement supérieur	Geneviève GUINARD Chef du Bureau du pilotage des écoles (MEEDDM/SPE PSE)
<b>Adresse</b>	14 rue St Dominique 00450 Armées	26, boulevard Victor 00457 Armées	120, rue de Bercy 75572 Paris cedex 12	Le Bervil 12, rue Villiot 75572 Paris Cedex 12	Le Bervil 12, rue Villiot 75572 Paris Cedex 12	1 ter, avenue de Lowendal 75700 Paris 07 SP	Secrétariat général Tour Pascal A 92055 La Défense cedex
<b>Tél.</b>	01 42 19 58 79	01 45 52 69 42	01 53 18 52 99	01 53 44 97 35	01 53 44 90 86	01 49 55 52 76	01 40 81 76 74
<b>Fax</b>	01 42 19 30 31	01 45 52 84 92	01 53 18 52 57	01 53 44 91 86	01 53 44 91 63	01 49 55 50 68	
<b>Courriel</b>	<a href="mailto:gabriel.perrone@sga.defense.gouv.fr">gabriel.perrone@sga.defense.gouv.fr</a>	<a href="mailto:jean-pierre.bessis@dga.defense.gouv.fr">jean-pierre.bessis@dga.defense.gouv.fr</a>	<a href="mailto:christophe.digne@industrie.gouv.fr">christophe.digne@industrie.gouv.fr</a>	<a href="mailto:jean-francois.serre@industrie.gouv.fr">jean-francois.serre@industrie.gouv.fr</a>	<a href="mailto:vincent.thery@industrie.gouv.fr">vincent.thery@industrie.gouv.fr</a>	<a href="mailto:francoise.epenoux@agriculture.gouv.fr">francoise.epenoux@agriculture.gouv.fr</a>	<a href="mailto:genevieve.guinard@developpement-durable.gouv.fr">genevieve.guinard@developpement-durable.gouv.fr</a>